## Communiqué de presse

81/21

Montreuil, le 6 juillet 2021

## La direction du Médipôle à Lyon, groupe RAMSAY SANTE, continue de mépriser ses salarié.e.s

Depuis le 23 juin 2021, les salarié·e·s de la Clinique Médipôle (groupe Ramsay) à Lyon sont en grève. Les revendications des salarié·e·s et de l'organisation syndicale CGT portent essentiellement sur une revalorisation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Depuis le début de la grève, la direction refuse de négocier de manière loyale avec la délégation CGT représentative des salarié·e·s. Après le refus d'une médiation par la direction, une conciliation a été tentée par l'inspection du travail du Rhône.

Cela fait 14 jours que les salarié·e·s sont en grève et rien !!! La direction refuse de négocier et fait, comme seule proposition, un chèque vacances de 70 euros par an, avec critères d'attributions pour sortir du conflit, encore une provocation de plus dont le directeur a le secret.

Cette même direction qui fait partie du grand groupe RAMSAY SANTE, 1er acteur privé national, pèse 55 milliards de bénéfices à l'échelle mondiale. Ce dernier, dans une volonté de pourrissement du conflit et pour ne pas répondre aux justes revendications des salarié·e·s, a pris la décision de fermer dans sa quasi-totalité l'établissement laissant en pâture l'offre de soins sur une grande partie de la ville et de son agglomération. Seule une vingtaine de lits sur environ 150 restent ouverts. Des interventions sont déprogrammées tous les jours. L'offre de soins sur le bassin lyonnais et les départements voisins est fortement impacté. C'est une véritable prise d'otage des patient·e·s, des salarié·e·s et des médecins qui voient leur activité décroître.

Les élus locaux, le président de région et les politiques ont été alertés pour qu'ils se saisissent de ce problème de santé publique, mais aussi du scandale financier que cela représente. En effet, cet établissement touche la garantie de financement de l'État qui lui permet de ne pas être impacté au niveau économique par la fermeture des lits, mais également de récupérer les salaires des grévistes qui leurs sont versés.

L'heure est grave : certain-e-s salarié-e-s parlent de s'immoler sur le parvis et de suicide. En effet, de par ce mouvement et l'obstination de la Direction, des salarié-e-s vacataires ont perdu leur travail. Sans compter les pressions et les menaces qui sont exercées sur les salarié-e-s grévistes comme des dépôts de plainte contre eux pour mise en danger des patient-e-s.

Les salarié·e·s grévistes sont épuisé·e·s et en grande souffrance, mais restent déterminé·e·s face à une direction méprisante et provocatrice.